

MIEUX ET AUTREMENT, GOUVERNER LA MAURITANIE EN 2024



Élection présidentielle 2024

Biram Dah Abeid,

Candidat de l'opposition antisystème
et du rassemblement des Justes.



SCAN ME

INTRODUCTION AU PROGRAMME



Biram Dah ABEID

Candidat de l'opposition antisystème
et du rassemblement des justes

La suprématie ethno-tribale, l'autre postulat de l'inégalité des droits, caractérise la gouvernance en Mauritanie. Du constat, attesté ces 5 dernières années et bien avant, s'expliquent l'aggravation des dysfonctionnements de la puissance publique et sa privatisation, au service du statu quo. Le périmètre de l'arbitraire et de la déloyauté ne cesse de croître, notamment aux dépens des ressortissants d'extraction subsaharienne, soient-ils descendants d'esclaves ou nés libres. L'accentuation de la misère, due au rétrécissement du cercle de jouissance des privilèges, n'épargne, non plus, la composante arabo-berbère. La vitesse de cette évolution renseigne sur l'impasse d'une gouvernance à bout de souffle.

Victimes, depuis toujours, de marginalisation, d'exclusion lors de l'enrôlement biométrique, de bavures mortelles et, surtout, de l'impunité des crimes à visée raciste dont le défaut de réparation continue de menacer la paix et la cohésion à l'intérieur de nos frontières, le changement multidimensionnel s'impose, aux citoyens de seconde zone, en impératif de mieux-être. Et même nos compatriotes arabo-berbères auxquels le système s'échine à assigner la mission d'artisans et de gardiens de sa régénération, peinent à garder espoir, se désillusionnent et découvrent, enfin, la corrélation douloureuse du manque d'équité et du déficit de concorde.

Que ce soit au nom de la naissance, de la langue, de la religion ou de la position matérielle, nul ne consent à courber l'échine ni s'honorer d'avoir un maître ici-bas. La poursuite et la diversification de la lutte jusqu'à l'avènement d'une cité rationnelle est un non-choix. La convergence des deux outils tient de la nécessité, voire de la force majeure. En l'occurrence, il s'agit de prévenir, sinon de maîtriser les ressorts de la violence que le pourrissement actuel favorise, à terme. Pour éviter de s'entretuer, pour se perpétuer, tout simplement durer et échapper à la déconfiture en cours autour de notre espace, la Mauritanie se condamne à la fatalité d'une transformation historique dont elle ne regrettera les bienfaits. Entre autres hypothèques prémonitoires du délitement, la paupérisation des agents de l'État et la consécration de la médiocrité comme mode de nivellement par le bas, ne permettent plus de retarder l'heure de la grande explication.



Le surpoids des injustices, notre grief fondateur

Néanmoins, la géographie de la discrimination statutaire englobe, à présent, le lumpenpro-létariat arabo-berbère et tend à s'y enraciner, par l'effet de politiques éducatives qui produisent l'ignorance et l'incompétence, en quantité industrielle, quand elles stigmatisent l'adaptation au monde contemporain et disqualifient l'appétence à la modernité.

En plus de diviser la société sur le fondement du monolinguisme exclusif, promouvoir la corruption relationnelle aboutit à une fabrique massive de chômage, source de frustration, de radicalisation et d'une soif de revanche, âpre à différer. Ainsi, une majorité de nos

compatriotes ne se reconnaît plus dans l'entreprise de prédation qu'est la Mauritanie d'aujourd'hui. Malgré l'alternance personnelle de juin 2019, le régime des militaires, grimé en civil, n'a rien perdu de sa nuisance ontologique. Même le suffrage universel direct n'échappe à la manie du tripatouillage, durant et après le dépouillement des voix, comme le révélait, en mai 2023, la proclamation besogneuse et rocambolesque des résultats du scrutin portant désignation des députés, conseillers municipaux et de région. Outre les griefs susmentionnés, les deux meneurs respectifs de la Commission électorale nationale indépendante (CENI, adjectifs pris en flagrant délit d'incongruité) et du Parlement n'ont jamais répondu des accusations de de leurs atteintes à l'unité nationale et aux droits vitaux de la personne. Un tel déni démontre combien le mépris et le cynisme contribuent à diffamer la République au point de la livrer à une polémique sans fin. S'y insinuent, dès lors, le désarroi, le ressentiment d'une fraction majoritaire du peuple et l'imminence de la ruine. A un autre palier de la gestion malhonnête, la Mauritanie, en dépit de son avancée de démocratie sur une grande partie du monde arabe, pratique le camouflage, le faux semblant et l'incessant ravalement de façade, aux fins de tromper et de rançonner les alliés extérieurs.

D'ailleurs, le détournement de la mission et des moyens de la collectivité prévaut, aux divers échelons de la décision et occasionne la hausse irréprouvable de la précarité, en particulier parmi les travailleurs à la dure, les paysans et les chômeurs dénués de qualification. Pire, quasiment chaque détenteur d'une parcelle de l'autorité, aussi subalterne soit-il, s'applique à en monnayer le bénéfice auprès des usagers.

La mentalité du sauve-qui-peut et de l'improvisation, le désintérêt et la désertion des tâches qui n'assurent le profit immédiat au décideur, le laisser-aller et l'esthétique de l'oisiveté deviennent le marqueur permanent d'une démission collective, en pointillé. La multitude aliénée s'habitue à l'anarchie et l'inscrit dans la normalité du quotidien.



De cette fossilisation des cerveaux, sous la dictée de calculs mercantiles, résulte le faible achèvement des chantiers de développement et la perte de nombreux financements qu'offre la coopération multilatérale.

Ce sont, des centaines de bourses d'études et de stages de perfectionnement qui se dissipent, à cause de la négligence au traitement de dossiers sans répercussion directe sur le propriétaire du cachet.

La prédisposition à la razzia, le mensonge instinctif face aux partenaires, l'effondrement de l'administration, la clochardisation des fonctionnaires, l'insalubrité des bâtiments, l'usage de faux diplômes, les fraudes multiples en vue de se frayer un chemin dans le dédale des nominations complaisantes, le blanchiment d'argent impropre au travers de banques-familles et des applications de transfert de monnaie, ainsi se déchiffre le substrat délictueux d'un État sous contrôle d'une mini-élite qui se reproduit par rotation incestueuse. A chacun son tour, au hasard des alliances ponctuelles et de l'incertitude des fortunes d'origine politico-administrative, les factions, dotées d'un accès préférentiel aux faveurs, en abusent car demain est un autre jour, un jour de doute, donc porteur d'un risque supplémentaire de compromettre la répartition des privilèges. De là, s'accélère la course à

l'accumulation indue.

En réalité, au-delà de l'affichage bravache, des slogans et des détours hypocrites, la rétention des prérogatives officielles dissimule mal une mécanique de pillage que les prédateurs tentent de couvrir en mobilisant le concours du nationalisme linguistique, de la religion-bouclier et de l'amnistie perpétuelle. Oui, la Mauritanie entropique sombre dans l'anomie. Elle ne peut plus se permettre le luxe d'aller plus avant en direction de son propre naufrage, à moins d'adopter le suicide comme projet de civilisation.

S'il était besoin de corroborer la sombre gravité du tableau, il suffirait de s'en tenir à l'exode, outre-Atlantique, de nos jeunes et moins jeunes, garçons et filles, à l'image de milliers de parias, accourus de contrées où prédominent la guerre, le terrorisme et les putschs. Certes, le bilan pêche par souci excessif de la pudeur. Parce que nous n'inclinons aux surenchères de la facilité et de la passion, l'inventaire n'évoque, ici, que le tracé approximatif d'un déclin à l'œuvre depuis le renversement du pouvoir civil en juillet 1978.

La sédimentation des lacunes, frein à l'innovation



Plus grave encore, alors que l'extension du désert dévaste les sols, anéantit la biodiversité, réduit le volume des précipitations et amplifie le stress hydrique, jamais les dirigeants de la Mauritanie n'ont été, à ce point d'inculture et de cuistrerie, aussi peu réceptifs à l'écologie comme variable d'ajustement de l'existence sur terre.

Et que dire de notre diplomatie, naguère source de prestige et reflet de l'unité

nationale ? Monochrome et claudicante comme le reste de l'appareil d'État, la voici annexe de l'asile, à force d'abriter les grabataires en mal de soins médicaux et d'accueillir, jusqu'au trop plein, la cohorte des repêchés. Symptôme de la dévaluation tous azimuts qui découle du laxisme et de la revanche des médiocres, les diplomates de carrière s'effacent, chaque jour un peu plus, derrière l'égratante légion des dilettantes et des autodidactes du pire. Voilà un domaine qui justifie, aussi, une abrogation brutale pour remettre l'expertise et l'entregent au cœur du rayonnement extérieur de la Mauritanie et préserver ses intérêts dans le concert dissonant des nations.

En dépit de l'agitation du monde multipolaire, du réveil des identités meurtrières, des égoïsmes nationaux et de la résurgence des régimes d'exception, il nous revient de réaffirmer notre arrimage au multilatéralisme qui défend la démocratie, magnifie la liberté et combat les tyrannies, fussent-elles maquillées d'une réclamation décoloniale.

Nous restons solidaires des journalistes, influenceurs, intellectuels, activistes et lanceurs d'alerte, désormais en butte à la persécution dans le Continent. A nos yeux, l'Afrique souffre, d'abord, de contradictions endogènes et de l'oppression par ses dirigeants, les prétoriens galonnés se plaçant en première ligne de l'imposture rhétorique et de l'intimidation.

Le transfert de culpabilité sur le dos de l'étranger nous infantilise et ne saurait nous exonérer de nos erreurs, forfaitures et faillites. En vertu de l'anticipation des crises, la Mauritanie se prémunira d'héberger les bases militaires d'une organisation et d'un pays tiers, hormis les stipulations précises d'un mandat du Conseil de sécurité des Nations unies ou de l'Union africaine. Les contraintes de la défense du territoire prescrivent, également, de subordonner, l'engagement extérieur de nos troupes, à la validation préalable par les deux tiers des députés. La seule belligérance moralement plaudable consiste à garantir la sûreté et la quiétude à l'intérieur de nos frontières.

Enfin, la Mauritanie de nos aspirations signera et ratifiera le Statut de Rome, endossera pleinement les mécanismes de la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples, abolira, de son corpus juridique, la peine de mort et les châtimens corporels et interdira l'enseignement des livres du Fiqh qui règlementent l'infâme institution de l'esclavage. L'injure pluriséculaire n'a que trop duré !

Alors, oui, l'heure cruciale est venue de sortir de la boucle temporelle de l'échec, du désespoir, de l'endettement exponentiel et du recyclage des fausses promesses. L'élection du Président de la République, le 29 juin 2024, recèle la chance de la réflexion autocritique, du recadrage et de la remise en perspective. Aux forces sincères de l'alternance, revient le devoir d'imaginer d'entamer puis de parachever l'intention du relèvement national sur une base d'excellence, de probité et de redevabilité.

L'incantation, la logomachie des jours de liesse éphémère, la langue de bois et l'enchantement du lendemain par les vœux pieux attestent, a contrario, d'une addiction à la pensée magique.

Or, la thérapie pertinente d'un mal aussi ancré suppose un remède à la hauteur du traumatisme. Elle sera radicale, définitive et libératrice d'énergie.



D'abord, l'audit global



D'emblée, sous peine de rater l'objectif de redressement et de reconstruction, il importe d'établir, grâce à la quête de statistiques fiables, l'inventaire des ressources de l'État et le recensement de ses institutions inutiles, à commencer par les effectifs de la fonction publique, ô combien de fois soumise aux caprices des tribus et des clans. Ici, le dessein de la rectification drastique nous enjoint de purger la dérogation aux normes, d'enrayer la logique du fait accompli et de révoquer les processus ostentatoires et tacites de la tricherie.

Une attention sourcilleuse visera les contrats de pêche conclus avec des sociétés étrangères, la concession des permis miniers, le pillage des fonds marins ainsi que les usines de farines de poisson, devenues, en plus de leur absurdité dans un pays menacé de famine, un problème de santé.





Ensuite, oser dévoiler les sujets qui fâchent

La libération de la parole de témoignage et sa prise en charge par le pouvoir exécutif préfigurent la confection des solutions, de consensus, à la déconfiture du vivre-ensemble. Reconnaître l'effectivité du racisme et démasquer les modes de ségrégation oblique renferment la faculté d'un règlement durable, sans doute l'un des investissements les moins valorisés durant le mandat de l'actuel Président.

L'aveu, publié, des atrocités et des fautes, permettra de préciser les faits, d'identifier les auteurs et d'envisager la purgation du traumatisme par la vulgarisation de la vérité. Il n'est pas sain de faire perdurer, plus avant, l'occultation du mal, au prétexte que les prières sur les morts et le versement d'allocations accoucheraient du salut. La réconciliation et l'apaisement requièrent l'exercice féroce mais fécond de la franchise. Ils ne sauraient s'accommoder, outre mesure, de la scélératesque loi d'amnistie de 1993, véritable affront à la devise de la Mauritanie « honneur-fraternité-justice ».

Enfin, tourner le dos au marasme, annoncer la bonne nouvelle

Les réformes attendues concernent le découpage électoral, la gestion de l'état-civil biométrique et l'adéquation, de la Constitution, aux instruments du droit international, notamment ceux relatifs à l'apatridie.

L'attente pressante de justice induit la réforme de la loi fondamentale, afin d'en extirper les ambiguïtés de formulation et les ruses de langage où se loge la meute invisible des censeurs, falsificateurs de l'histoire et autres entrepreneurs en braquage de la mémoire. Ceux-là nous ont volé notre hymne et perverti le drapeau, mus par l'on ne sait quelle abnégation à se bricoler une légitimité de substitution ou la thérapie d'un complexe inavouable.

L'instant est venu de redécouvrir qui nous sommes, notre rapport au passé, nos référents de célébration mémorielle, bref de redonner sens à notre vocation de trait d'union entre les deux Afriques. En sus de la promotion des arts traditionnels contre l'extrémisme religieux et les velléités d'uniformisation de la culture, l'école de la qualité et de la cohésion appelle des mesures d'assainissement autour des valeurs de l'universalisme, telles que la dignité de la personne et la parité du genre devant les institutions de la République.

Le pluralisme linguistique y compris dans les tribunaux, la tolérance, l'empathie, la xénophilie, l'autonomie de la conscience, le primat de l'individu sur le groupe et la promotion de l'égalité homme-femme guideront l'imparable respect de l'altérité, qui demeure le meilleur antidote au règne de la sauvagerie.

Chaque mauritanien, protégé par une armée et des forces de sécurité qui défèrent aux injonctions du droit et reflètent, en proportion, la pluralité du peuplement, pourra récupérer une bribe de son intégrité compromise. Un scrupule équivalent nous contraint à désarmer les civils en possession de fusils d'assaut. Il nous incombe de tarir la réserve de milices claniques que l'Etat tolère derrière le paravent des clubs de tir.

Le citoyen-sentinelle de la République s'abstiendra de nourrir le repli sur soi et ses certitudes erronées qui entretiennent l'appétence à la désinformation et la porosité au complotisme.

En somme, le devoir de se prémunir des défis de l'époque et la prudence à ne pas insulter l'avenir, nous intiment de déserrer le ressentiment et d'embrasser l'optimisme, sous l'égide de la rationalité et, surtout, loin des mirages anachroniques du patriarcat. Il est temps que les Mauritaniennes recouvrent leur part du destin commun et, à cette fin, réclament, haut et fort, le secours du droit international, réceptacle de tant de luttes à travers le monde.

L'appel à la riposte vitale

Aussi, nous forces du progrès, électrices et électeurs résolus à l'impudence créative, lançons cette apostrophe, aux patriotes, instances politiques et sociales, notabilités et personnalités indépendantes. Nous les engageons à nous rallier et confluer, avec nous, sur l'ornière de la délivrance. Il n'est plus seulement question des mutations tant rêvées. L'enjeu se situe, maintenant, au stade critique de la survie.

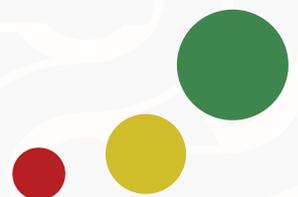
Nous voulons la redistribution individuelle du foncier arable, sur la totalité du territoire, suivant la règle de la priorité aux natifs. Nous prenons l'engagement d'éteindre la tenure féodale des terres de culture, autant que le but nous inspire le soutien au paysannat autochtone. Nous aspirons à l'école du civisme et de la qualité et exigeons l'ouverture, à tous, des opportunités de formation aux métiers manuels et d'apprentissage à la création des richesses. Nous réclamons, en préalable logique, l'arbitrage de la raison, à l'abri des préférences subjectives et des transactions occultes, lesquelles pullulent sous les auspices du fétichisme, des amulettes et de la parenté.

Nos compatriotes ignorent l'ampleur du pillage que génèrent les contrats domestiques de l'armée. Ici, la rapine se paie comptant, en numéraire, sacs et cartons bourrés de billets de banque. S'y ajoutent les frais de missions fictives, les surfacturations, les rétrocommissions, la contrebande des bons de carburant, les vagues d'attributions consécutives de terrains, sans omettre la rotation du partage tribal des postes d'attachés de défense, dans nos ambassades. Pour qui sait lire l'histoire et interpréter les signes de la décadence, ainsi s'écrit le récit universel du dépérissement, de la Rome antique à la Somalie de Mohamed Siad Barre.

Nous exhortons, les dignes soldats et officiers de nos forces armées et de sécurité, à se démarquer des membres du commandement, justiciables de malversations financières et d'activisme partisan, toutes intempérances qui les exposent au parjure. Pourtant, depuis 2011, la Mauritanie conforte son statut de pays à revenu intermédiaire et bénéficie, sans discontinuer, d'un taux de croissance, au-dessus de 5%. Quel en est le résultat visible ? Avec l'atout d'une démographie modérée que rehausse le potentiel de sa jeunesse, elle devait produire, davantage de prospérité et en répartir le fruit, selon les standards de la droiture et la valeur de l'effort.

En lieu et place du relèvement et malgré les programmes de secours d'urgence dont le volume gonfle toujours, nous voici, plusieurs fois par an, confrontés à des pénuries d'eau et d'électricité, au centre de la capitale. Les situations d'incurie et d'impéritie abondent tant et si bien que leur décompte fidèle libérerait des torrents d'encre et de salive. Aussi, ne s'agit-il, ici, que d'exemples et d'illustration, nullement d'une oraison exhaustive.

Certes, le gouvernement n'est l'unique responsable en défaut. La population, elle-même, pour survivre dans la jungle de la permissivité ambiante, a fini par interioriser et reprendre, à son compte, les réflexes de l'avilissement et du népotisme. La crise morale a rendu, les Mauritaniens, âpres au gain facile, réfractaires à la loi et plus que jamais en posture d'aversion structurelle à la discipline. Notre désir de refondation cherche à les inciter, autour de l'humilité, du labeur et de la rétribution du mérite. De surcroît, nous entendons soustraire, les cadets sociaux, aux handicaps et peurs qui les subjuguent.



La revendication du rattrapage, nous l'assumons et y invitons nos sœurs et frères, de toute extraction et ascendance, dans un esprit de fraternité et de foi en l'espèce des humains, socle de notre solidarité. Nous souhaitons y parvenir, confiants aux réserves infinies du dialogue et du parler-vrai, fort à rebours des tentations de la démagogie et du populisme. A l'inverse de l'adversaire au pouvoir, nous nous gardons de promettre l'impossible et n'avons de cadeaux à offrir, en guise d'appât avant le vote. Nous déplorons, non sans amertume et révolte, l'obstination de l'Exécutif à réduire le nombre des bureaux où la diaspora souhaite exprimer ses suffrages. Ce niveau de supercherie infantile dénude le caractère biaisé de notre démocrature en treillis. Nonobstant l'obstacle, nous serons, toujours, au rendez-vous des urnes.

Tel se présente notre plan de rupture. Nous allons à la compétition, alors que nos partis sont proscrits au motif de non-conformité à l'orthodoxie du moment. Nous avançons, conscients de l'imperfection du fichier électoral, de la partialité et des déficiences de la CENI. Cependant, le triple élan de la vision de long terme, de la volonté et de la générosité en mouvement nous porte vers la dynamique de la victoire. Nous avons foi en Dieu et Dieu n'aime les injustes.

Vive la République des citoyens, vive la Mauritanie réconciliée !

Nouakchott, le 15 mai 2024.

